

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE LA PROVENCE VERTE**

Séance du 27 septembre 2024

Nombre de délégués des Communes en exercice : 52
Nombre de membres présents ou représentés : 43

Délibération n° CC-2024-175

Objet de la délibération : **RAPPORT ANNUEL 2023 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PROVENCE VERTE**

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt sept septembre, à 08h30, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, en session , à Salle Polyvalente à Brignoles, sous la présidence de Monsieur Didier BREMOND, Président, sur la convocation qui leur a été adressée le 20 septembre 2024.

Présents : BREMOND Didier, FABRE Gérard, FELIX Jean-Claude, DEBRAY Romain, BOURLIN Sébastien, CONSTANS Jean-Michel, GIULIANO Jérémy, PERO Franck, VERAN Jean-Pierre, GUISIANO Jean-Martin, ARTUPHEL Ollivier, LOUDES Serge, PAUL Jacques, BONNET Jean-Luc, BRINGANT Gilbert, DECANIS Alain, GUEIT Laurent, HOFFMANN Olivier, PAILLARD Carine, PORZIO Claude, RAVANELLO Alain, RULLAN Nicole, TONARELLI Patrice, LASSOUTANIE Chantal, SIMONETTI Pascal, CANO-MAIREVILLE Nathalie, FIRMIN Myriam, LAYOLO Cécile, PELISSIER Magali, VALLOT Philippe, BARTHELEMY Olivier, BELAIDI Mouloud.

Absents ayant donné procuration :

CLERCX David donne procuration à HOFFMANN Olivier, GROS Michel donne procuration à PERO Franck, DELZERS Catherine donne procuration à LASSOUTANIE Chantal, BERTIN-PATOUX Lydie donne procuration à ARTUPHEL Ollivier, GIUSTI Annie donne procuration à TONARELLI Patrice, GOMART-JACQUET Blandine donne procuration à SIMONETTI Pascal, LANFRANCHI-DORGAL Christine donne procuration à BOURLIN Sébastien, LANGE-RINAUDO Corinne donne procuration à GIULIANO Jérémy, MAZZOCCHI Lionel donne procuration à FABRE Gérard, NEDJAR Laurent donne procuration à BELAIDI Mouloud, PONCHON Marie-Laure donne procuration à GUISIANO Jean-Martin.

Absents : AUDIBERT Eric, BETRANCOURT Claude, FREYNET Jacques, GUIOL André, KHADIR Paul, KIEFFER Bertrand, LE METER Sophie, MONDANI Denis, SALOMON Nathalie.

Secrétaire de Séance : Franck PERO

Monsieur Franck PERO expose :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L-2224-5 et D2224-1 à D 2224-5 ;

VU la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite loi Barnier relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 66 confiant aux Communautés d'agglomération le soin d'assurer les compétences « eau » et « assainissement » à titre obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU le décret n°95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;

VU le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 relatif aux indicateurs de performance ;

VU l'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2017 relatifs aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;

VU l'arrêté n°41/2016-BCL de Monsieur le Préfet du Var en date du 5 juillet 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte ;

VU l'arrêté n°12/2024-BCLI de Monsieur le Préfet du Var en date du 23 janvier 2024, portant approbation des statuts modifiés de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

VU les délibérations n°2019-262 à 2019-288 du conseil communautaire Provence Verte du 16 décembre 2019 relatives aux conventions de délégation entre les communes membres concernées et l'agglomération Provence Verte pour l'exercice des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

VU la délibération n°2020-444 du conseil communautaire Provence Verte du 11 décembre 2020 relative aux conventions de délégation entre les communes membres concernées et l'agglomération Provence Verte pour l'exercice des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

CONSIDERANT les différents modes de gestion du service eau potable définis en Partie 1 - article 1.2 du rapport annuel 2023 ;

CONSIDERANT les différents modes de gestion du service assainissement collectif définis en Partie 2 - article 1.2 du rapport annuel 2023 ;

CONSIDERANT les rapports annuels des délégataires 2023 transmis pour les communes en Délégation de Services Publics pour l'eau potable et/ou l'assainissement collectif ;

CONSIDERANT le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif 2023 de la Régie des Eaux Provence Verte transmis pour les communes de Brignoles, Châteauvert, Correns, Entrecasteaux, La Celle, Montfort-sur-Argens, Ollières, Pourcieux, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (que AEP) et Tourves ;

CONSIDERANT l'article 3.4 des conventions de délégation entre les communes membres concernées et l'agglomération Provence Verte pour l'exercice des compétences « eau potable » et « assainissement collectif » stipulant que les communes transmettent à l'Agglomération les indicateurs nécessaires à la rédaction du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif par la Communauté d'Agglomération Provence Verte ;

CONSIDERANT l'obligation faite au Président de présenter au Conseil Communautaire, chaque année, un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif pour répondre à une obligation de transparence et d'information des usagers ;

CONSIDERANT que ce rapport et sa délibération seront transmis au Préfet du Var et au système d'information prévu (SISPEA) dans les quinze jours suivant sa présentation au Conseil Communautaire ;

CONSIDERANT que ce rapport sera transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ;

CONSIDERANT que ce rapport sera mis à la disposition du public notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement mais aussi sur le site internet de l'Agglomération Provence Verte ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 16 septembre 2024 ;

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- **DE PRENDRE ACTE** des rapports annuels des délégataires 2023 transmis pour les communes en Délégation de Services Publics pour l'eau potable et/ou l'assainissement collectif.
- **DE PRENDRE ACTE** du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif 2023 de la Régie des Eaux Provence Verte transmis pour les communes de Brignoles, Châteaufort, Correns, Entrecasteaux, La Celle, Montfort-sur-Argens, Ollières, Pourcieux, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (que AEP) et Tourves.
- **D'APPROUVER** le rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération Provence Verte.
- **DE DIRE** que ce rapport :
 - Sera transmis pour information à Monsieur le Préfet du Var ;
 - Sera transmis aux Maires des Communes membres pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ;
 - Sera mis à disposition du public ;
 - Et la délibération l'approuvant seront mis en ligne sur le site www.services.eaufrance.fr (SISPEA).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté prend acte de cette délibération.

Le Secrétaire de Séance

signé électroniquement le 1 octobre 2024

Franck PERO

Fait et délibéré à Brignoles,
le 27 septembre 2024

Le Président
de l'Agglomération Provence Verte

signé électroniquement le 1 octobre 2024

Didier BREMOND

Le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, étant précisé que celui-ci dispose de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréferrals citoyens » accessible par le site internet www.telereferrals.fr